



**Bulletin de Liaison
NSAE
Numéro 41 – octobre 2023**

Sommaire :

Des femmes contre Pinochet	page 2
Jésus le Nazaréen	page 4
Joli coup du théologien Piero Coda	page 5
Le prêtre catholique	page 6
Après la mort de Nahel M.	page 9
Échanges en groupe à partir d'un livre	page 12
Nous sommes tous à la fois Gaza et Israël	page 13
La justice des larmes	page 14
La violence barbare	page 15
Le compas du deuil	page 17
Les oliviers poussent encore à Gaza	page 22
Tandis que le monde s'enfonce vers l'hiver	page 24

Retenez bien la date

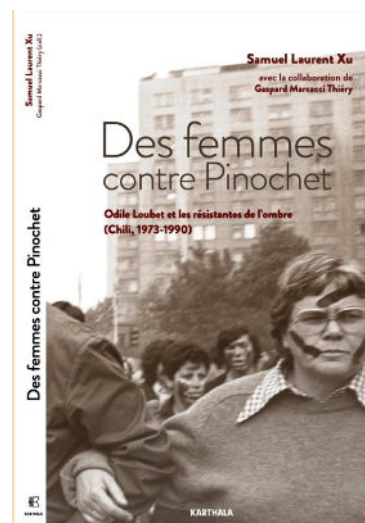
**Notre prochaine Assemblée générale aura lieu les 20 et 21 avril 2024
Centre d'accueil Spiritain
12 rue du Père Mazurié
94550 Chevilly-Larue**

Nous sommes aussi l'Église - 68 rue de Babylone 75007 Paris – site : <https://nsae.fr>

Des femmes contre Pinochet *Samuel Laurent Xu et Gaspard Marcacci Thiery*

Le travail de Samuel, à la suite du film « Au nom de tous mes frères », et auquel NSAE a apporté son soutien vient de se concrétiser avec la parution du livre « Des femmes contre Pinochet » (Éditions Karthala – Collection Signes des temps).

Le lancement a démarré le 6 septembre dernier, lors d'une soirée coorganisée par le Comité des Évêques France-Amérique Latine (CEFAL) et NSAE à la Maison des évêques de France avenue de Breteuil à Paris. Nous reproduisons ci-après la présentation par Régine Ringwald.



« Des femmes contre Pinochet » de Samuel Laurent-Xu, avec Gaspard Marcacci-Thiéry (Ed. Karthala)

NSAE entend promouvoir une Église espace de liberté pour la parole, la pensée et la recherche théologique. L'intérêt de notre association pour ce qui se passe au Chili s'est d'abord exprimé, en 2015, en soutien aux laïcs d'Osorno (c'est dans le Sud du Chili). Ils refusaient l'installation de l'évêque nommé par Rome, Juan Barros, parce qu'il avait été proche d'un sinistre prédateur sexuel, Fernando Karadima, qui avait sévi pendant 40 ans à Santiago. Des laïcs qui s'opposent à une décision de la hiérarchie catholique, ce n'est déjà pas banal. Mais leur combat s'est prolongé jusqu'à la visite du pape en Janvier 2018 qui s'est terminée par un fiasco, et finalement par le retrait de Barros.

Au printemps 2020, notre attention avait été attirée par l'annonce de la projection du film de Samuel Laurent-Xu « Au nom de tous mes frères », qui fut annulée pour cause de COVID. La source de ce magistral documentaire était la relation que faisait, dans des cahiers d'écolier une religieuse française, Nadine Loubet dite Sœur Odile de ce qu'elle avait vécu lors du coup d'État ; des cahiers qui n'avaient jamais été exploités depuis les événements.

Le thème était du plus grand intérêt. Nos contacts avec Samuel sont partis de là. C'est alors que NSAE entre en jeu : les projections publiques étant impossibles, nous avons entrepris de faire connaître le film par les voies « numériques », participant ainsi à lancer la diffusion.

Le travail des deux auteurs se trouve au point de rencontre de plusieurs sujets d'intérêt de NSAE, ces dernières années, et plus fondamentalement bien conforme aux buts de l'association :

- D'abord, il s'agit du Chili : le pays est demeuré dans une situation politique apparemment stable et officiellement démocratique, mais il garde les stigmates de la dictature et la société reste intrinsèquement instable.
- Ensuite, il s'agit de la lutte de femmes, religieuses, contre l'horreur des conséquences de la prise de pouvoir par l'armée. Or, la place des femmes, pas seulement dans l'Église catholique, mais dans la société, est un de nos soucis constants.
- Enfin, cela fait écho au combat, en Argentine, de Sœur Alice Domont qui fut victime d'une dictature semblable, celle de Videla. Sa sœur Annie, qui fait partie de notre association, en porte témoignage.

C'est donc une initiative collective, qui implique plusieurs de nos groupes en diverses régions, qui a suivi le projet au fil de son évolution.

Le livre de Samuel, construit avec le concours de Gaspard, « Des femmes contre Pinochet », dépasse nos espérances en ce qu'il se révèle au fil des pages comme une innovation. D'un récit, présenté d'entrée comme étant rédigé selon le fil chronologique, on voit émerger un événement : comment l'Histoire (on dit parfois « la grande Histoire ») est tellement présente dans la vie des gens. Leur quotidien, dans le contexte tragique de ce qu'a vécu -ou plutôt de ce que vit- le Chili, traduit directement ce qui se passe au niveau politique.

Hors des statistiques, des grands principes, des analyses politiques, on touche la dimension dramatique de la vie dans l'environnement d'une dictature tellement violente, tellement haineuse. Comme vous le dites, cher Samuel, cher Gaspard, dans vos dernières pages, c'est une façon inhabituelle, nouvelle, semble-t-il, de « faire » l'Histoire. Sous une forme très simple, sans emphase, sans recherche d'aucun effet d'éloquence, cela frappe très fort, cela ne se veut pas didactique, mais c'est bien mieux, cela traverse l'armure que nous portons.

Le sens que prend votre choix du fil chronologique reflète ce qu'a vécu la Sœur Odile. Son personnage se construit, évolue tout au long du récit. C'est toute ensemble l'histoire de son engagement depuis le sinistre 11 septembre, et celle de sa souffrance, telle que vécue, telle qu'elle l'exprime le plus souvent elle-même, que vous rendez avec d'autant plus de force que vous évitez toute sensiblerie, toute grandiloquence. La souffrance qui touche à l'extrême, sans qu'il soit besoin d'insister. Ni d'expliquer, ce sont les événements qui s'en chargent. Sœur Odile a même eu la bonne idée de ne pas mourir en héroïne : une vie donnée, et c'est tout.

Nous aurions pu nous attendre, et peut-être des lecteurs moins au fait de votre entreprise pourront-ils s'attendre, à un texte plus « en surplomb », plus distancié, plus « savant ». Mais non, vous savez admirablement vous effacer derrière votre récit : vous présentez une histoire telle que vue et restituée par les innombrables témoignages que vous citez. Nous sommes avec les protagonistes, nous partageons ce qu'ils ont vécu. Mais rassurez-vous, votre âme est bien présente. C'est même le secret de votre livre : dire sans avoir à dire, faire comprendre sans expliquer.

On ne manquera pas d'être impressionné par l'immensité de votre travail de recherche qui se reflète dans les références données par vos notes au fil des pages, et cela dit bien comment vous avez procédé. Combien d'entretiens, combien de recherches documentaires, quelle précision ! Votre implication dans cette entreprise, votre engagement pour la cause sont sans concession.

Il est important, presque un peu étonnant, que ce livre soit l'œuvre de deux très jeunes auteurs : l'espace de deux générations les sépare du coup d'État. Ils posent un regard nouveau sur des événements qu'ils n'ont pas connus, mais qui restent présents à ceux qui s'en souviennent. Cette vision rénovée non seulement ne contredit en rien nos souvenirs, au contraire, il leur donne une nouvelle profondeur.

Samuel Laurent-Xu et Gaspard Marcacci-Thiéry ont voulu faire apparaître le rôle méconnu des femmes dans la lutte contre la dictature, et en effet, cela manquait. Leur travail donne de la consistance à la place qu'elles occupent dans cette lutte pour la dignité humaine, au Chili, et ailleurs. Ce livre : « Des femmes contre Pinochet » donne un relief nouveau au drame chilien.

De nombreux événements sont organisés autour du livre qui reçoit un excellent accueil. C'est en particulier le cas parmi plusieurs groupes de NSAE (Dordogne, Orléans, Rouen, Vierzon, Yonne...). N'hésitez pas à nous contacter...

Jésus le nazaréen visage humain de Dieu

Michel Leconte

Effectivement, Jésus annonçait un Dieu proche et bienveillant envers les humains. Mais ceci était le résultat de son action de libération envers ceux que la religion de ce temps opprimait et aliénait avec ses nombreux rites de purification dont beaucoup étaient exclus. Jésus guérissait les malades dont les religieux croyaient qu'ils l'étaient à cause de leur péché, Jésus n'hésitait pas à se rendre impur lui-même en touchant et en se laissant toucher par des gens dont le livre du Lévitique ordonnait de s'en tenir écarté. Jésus partageait ses repas avec les pécheurs et les collecteurs d'impôts qui étaient méprisés par les bien-pensants et les hommes de religion. C'est ainsi que Jésus libérait les exclus afin qu'ils puissent avoir accès au Dieu bienveillant qui était le sien et accéder ainsi à une vie meilleure.

Un homme de Galilée

Il ne faut pas renverser le problème en partant de l'idée que le but de Jésus était, de toute éternité, de nous révéler un Dieu proche des hommes. Que savons-nous des intentions de Dieu ? En faisant cela, on déshumanise Jésus en faisant comme s'il avait connu sa mission avant même sa naissance dans sa préexistence de Fils éternel au sein de la Trinité. Durant sa vie cachée, il découvrit lui-même le sort injuste qui était réservé à certains membres de son peuple et on élimine la tension entre le Christ ressuscité et l'homme de Galilée qui mourut assassiné par les autorités religieuses du Temple de Jérusalem. Jésus est déjà hors de l'histoire par la conscience divinement omnisciente que lui prête cette interprétation théologique. Non, l'homme de Nazareth a progressivement découvert sa mission en constatant l'état de servitude et d'aliénation qui était réservé aux pauvres de son temps. C'est d'abord par sa praxis libératrice que Jésus nous révèle un Dieu proche des humains. Sur la croix, Jésus ira jusqu'à être identifié à tous les rejetés et les parias du monde, car il va mourir comme « un maudit » ainsi que Paul l'affirme dans son épître aux Galates 3, 13 : « maudit est celui qui est pendu au bois. »

Jésus n'est pas venu du ciel

Il ne faut pas faire de Jésus un être céleste descendu sur terre, car il fut un homme comme nous - porteur de l'Esprit de Dieu avec une intensité d'exception - qui eut à découvrir son chemin dans la contingence de son être et de son époque. Autrefois, on disait qu'il était venu souffrir et mourir pour sauver les hommes ; dire que sa mission était de nous révéler un Dieu aimant procède de la même théologie abstraite bien que le résultat soit plus en harmonie avec son action et sa prédication.

Je pense que cet oubli de l'épaisseur humaine de Jésus provient de ce que l'on a fait de lui le Fils Éternel descendu du ciel pour accomplir une mission conçue de toute éternité par Dieu, mission qu'il n'avait plus qu'à exécuter fidèlement et conformément à la volonté du Père. Il y a là un docétisme monophysite caché qui nie la véritable humanité de celui que ses disciples ont reconnu comme le Christ. Le Dieu transcendant est présent en nous comme il était présent en Jésus. C'est dans l'après-coup et la mémoire de ce que fut la vie et les choix de Jésus que les pèlerins d'Emmaüs ont pu reconnaître celui que Dieu avait ressuscité.

Source : <http://protestantsdanslaville.org/gilles-castelnau-libres-opinions/gl1731.htm>

Joli coup du théologien Piero Coda pour la réforme de la théologie

Andrea Grillo.

Dans une longue interview accordée à *L'Osservatore Romano*, le théologien Piero Coda, ancien président de l'*Association Théologique Italienne* et secrétaire de la *Commission théologique internationale*, a présenté plusieurs aperçus sur les principaux défis auxquels la théologie catholique contemporaine est confrontée. Je voudrais reprendre quelques-uns des nombreux points, qui sont particulièrement importants en vue du débat ecclésial lors des deux prochaines assemblées du Synode des évêques.

a) La centralité de la question anthropologique

Une première déclaration générale du Père Coda sonne comme un jugement inquiet : « Une limite de la théologie contemporaine est souvent un manque d'audace et de vigueur théorique. » La pensée théologique s'enracine dans le *novum* de l'événement christologique, et pour cela elle doit avoir la *parresia* (parlé juste et vrai) et le courage du témoignage convaincu et persuasif de la vérité toujours plus grande. L'attachement à des vues préconçues et à des préjugés empêche une approche sincère et véridique des questions. Cela concerne notamment la vision anthropologique : « L'anthropologie théologique telle qu'on se la représente souvent – je n'ai pas peur de le dire – est largement à rejeter : non pas dans sa substance, certes, mais dans l'interprétation qu'on en donne. Car elle est abstraite et idéaliste. Elle présente une vision exculturée du monde et de l'homme. Elle a besoin d'être ravivée, repensée et reproposée : dans la fidélité, certes, à l'inspiration et à la tradition évangéliques, mais précisément en vertu de cette capacité à devenir passionnante et à s'inscrire dans l'histoire. C'est dire ce qu'il y a de pérenne et d'impérissable dans la manière dont il est appelé à prendre corps aujourd'hui. Jésus ne promet-il pas : "L'Esprit vous guidera dans la vérité tout entière (Jn 16,13) ?" » Coda « n'a pas peur » d'affirmer que l'anthropologie théologique que nous proposons est souvent un discours ancien, injuste, unilatéral, à mettre aux archives. Le travail de reconstruction d'une anthropologie fidèle au parcours de l'homme dans l'histoire par rapport à Dieu est une tâche urgente, qui ne peut se faire avec des soupes **réchauffées ou des constructions autoréférentielles.**

b) Une vision du masculin et du féminin en retard

Dans le contexte d'une reconsidération plus générale du rapport entre liberté et grâce, qui engage la théologie à une confrontation ouverte avec la découverte de la dignité de l'homme en tant qu'image et ressemblance de Dieu dans la conscience et dans l'histoire, une nécessaire reconsidération du masculin et du féminin en tant que « formes » et « genres » de l'humain émerge avec force. « La sociologie induit également une remise en question de certains axiomes que nous considérons comme immuables et qui interfèrent avec la doctrine éthique enseignée par l'Église. »

c) La tâche du magistère

Ce renouveau théologique implique nécessairement aussi le magistère, qui doit être remis à sa « troisième » place : « Il faut rappeler que *Dei Verbum* au n° 8 place le magistère au troisième rang des facteurs qui dynamisent ce cheminement du Peuple de Dieu que nous vivons aujourd'hui avec bonheur comme un cheminement synodal : le premier est l'étude de la Parole de Dieu, c'est-à-dire son intelligence dans la foi et dans la pratique de l'agapè ; le deuxième est l'expérience de la vie de foi à travers le *sensus fidei* et les dons de l'Esprit Saint ; le troisième est le magistère. Car le magistère ne fait rien d'autre que de recevoir, avec le charisme de vérité et d'orientation dont il est doté pour servir, les fruits portés par la Parole vécue dans l'Esprit par le Peuple de Dieu ». Cela apparaît particulièrement urgent précisément dans les domaines où l'évidence suspecte d'une anthropologie rétrograde, et souvent imposée seulement *ex-auctoritate*, conditionne les formes sacramentelles et morales de l'action ecclésiale. Le magistère sur la « réserve masculine », appliqué avec désinvolture et sans confrontation culturelle au ministère ordonné, est singulièrement affecté par cette anthropologie archaïque, injuste et irrespectueuse.

Une théologie courageuse et libre est la demande la plus urgente que je tire de la lecture de ce bel entretien. Où « librement » signifie vraiment fidèle à l'inspiration de la Parole et au don de l'Esprit. Ces mots me rappellent un bon théologien de Padoue, qui disait il y a plus de 20 ans : « si un séminariste veut étudier la liturgie, il doit d'abord être chauffeur de camion pendant 10 ans ». Sur la remorque d'un camion, je lis aujourd'hui : « L'argent et la peur, je ne les ai jamais eus ». C'est ainsi que devrait sonner l'une des devises décisives d'une bonne théologie synodale : une théologie sans peur et sans ambition, libre de servir le chemin ecclésial, à la lumière de la Parole de Dieu et de l'expérience humaine.

Le prêtre catholique, de l'hégémonie à la remise en cause

Anthony FAVIER

Choix des textes, résumés et conclusion par Pierre COLLET (Extrait du Bulletin Hors-les-Murs n° 173, p.64)

C'est sous ce titre que l'hebdomadaire Témoignage chrétien [1] vient de publier cinq articles qui brossent l'histoire de cette évolution. Anthony Favier est un historien connu et il s'est entouré de spécialistes des différentes périodes. Il introduit son travail par ce paragraphe : *Abus sexuel, « cléricisme » et crise des vocations : la figure du prêtre catholique semble plus contestée que jamais. Mais sait-on vraiment pourquoi, au fil des siècles, le sacerdoce est devenu consubstantiel à l'identité catholique ?*

Il est évidemment difficile de synthétiser 2000 ans d'histoire d'un sujet aussi complexe. En guise de résumé, on se contentera ici de quelques extraits significatifs des interviews menées par A. Favier ou des ouvrages qu'il a consultés.

1. Jésus, premier des prêtres chrétiens, vraiment ?

Pour leur organisation, les communautés chrétiennes adoptent souvent les habitudes juives pour la prière et le repas, qui se ritualise. De plus en plus, à la manière juive, les anciens, *presbuteroi*, deviennent chefs de communauté. Le nombre de chrétiens grandissant, les communautés se dotent en effet de « surveillants » (*episkopoi*) et de « diacres » (*diakonoi*), aux attributions larges et pas clairement définies. Mais aucun ne reçoit la fonction de médiateur entre les hommes et la divinité. [...]

L'idée d'une construction hiérarchique ne sera théorisée qu'au 2^e siècle chez Ignace d'Antioche, mais les fonctions restent floues. [...] Celle d'un « corps de prêtres » vient du monde latin, de même que le mot « sacerdoce » : c'est la charge de celui qui administre le « sacré ». Et ce qui était jadis l'apanage de tous devient réservé à certains, des hommes seulement. [...] Tertullien est virulent sur ce point : les femmes ne doivent plus se mêler de l'eucharistie ou du baptême ! Il reflète bien le courant patriarcal très fort qui va progressivement l'emporter dans le christianisme. »

2. Le clergé au Moyen Âge : un long processus de hiérarchisation

« Dès le 3^e siècle, un autre modèle que le prêtre de l'Antiquité se développe : celui du moine, un homme d'ascèse, vivant initialement "seul" ("monos" en grec), puis en groupe sous l'autorité d'un père ("abbas", abbé) pour trouver son salut. Né en Orient, le monachisme connaîtra son essor dans le sud de l'Italie au 6^e siècle avec Benoît de Nursie. Pendant des siècles, le monde des prêtres et le monde des moines cohabitent de manière parallèle, même si les grandes abbayes, Cluny en tête, donnent le ton en matière de liturgie et de pratiques religieuses dans toute la chrétienté. »

Pour Véronique Beaulande-Barraud [3], « le 11^e siècle est une charnière : c'est à ce moment-là que l'abstinence monastique, très tôt pensée comme idéal de comportement, devient une norme aussi pour le prêtre séculier. [...] Mais l'enjeu principal de ce qu'on appellera "la réforme grégorienne" est la hiérarchisation de l'Église comme une société autonome du temporel, et le fait de lui donner un droit dans lequel le pape est supérieur aux évêques. [...] Dans un même mouvement, on affirme donc la fonction propre du clergé séculier, aux dépens – relatifs – des moines et on fixe le cadre paroissial comme lieu normal de réception des sacrements pour les baptisés. Ce processus est pleinement accompli en 1215 au concile de Latran IV. [...] »

Aux marges cependant se manifeste une certaine résistance au départ des courants mystiques : « les "recluses", les "visionnaires", les "béguines" [...] de manière générale, les femmes religieuses qui accèdent au divin foisonnent dans les sources du Moyen Âge. Mais il ne faut pas non plus exagérer la place de ces marges : si la vie religieuse féminine devient un espace possible d'autonomie, celle-ci s'exerce sous la pression constante des prêtres qui cherchent à la contrôler... »

3. À la Renaissance : la naissance du prêtre moderne

C'est au Concile de Trente et plus globalement à la Contre-Réforme qu'on a l'habitude d'attribuer le tournant voire la création du type d'Église catholique que nous avons connu jusqu'ici. Mais le processus était en route depuis près d'un siècle, remarque Nicole Lemaitre [4]. Pour elle, « la figure moderne du prêtre catholique n'est pas née seulement en réaction aux réformes protestantes, mais aussi d'exigences internes grandissantes. [...] On peut même expliquer les Réformes du 16^e siècle par les bouffées d'anticléricalisme que suscitaient les prêtres qui voulaient améliorer le niveau spirituel de leurs fidèles. L'idée de "purifier, illuminer et parfaire" par la confession, l'eucharistie et l'accompagnement spirituel place en avant le clergé dans l'organisation de la paroisse contre l'élite du lieu, et cela entraîne des oppositions. [...] »

C'est à partir de cette époque qui connaît l'éclatement du christianisme occidental en plusieurs branches qu'on parle de « confessionnalisation » des sociétés européennes : dans le Saint-Empire d'abord puis partout ailleurs, la question de la gestion des Églises et des compromis nécessaires entre hiérarchies de pouvoir va déboucher sur une nouvelle construction de l'identité des prêtres et des pasteurs. Celle-ci passe par leur formation, autrement dit par la création des petits séminaires, des écoles où les garçons sont tenus à l'écart du monde. C'est l'aspect social et moral qui est considéré comme prioritaire, pas la dimension « professionnelle ». « Avant le développement du grand séminaire, la formation au sacerdoce reste, avant tout, un apprentissage : l'aspirant-prêtre assiste comme clerc un curé et devient, petit à petit, prêtre lui-même. [...] ».

4. À l'âge classique, la « culture de la vocation »

Si le Moyen Âge formalise beaucoup le statut juridique et financier du prêtre, l'époque moderne voit naître l'idée qu'il est appelé à accomplir une destinée unique et providentielle. L'appel à mener une vie pour le Christ – déjà présent pour le clergé régulier – passe au clergé séculier. « À l'époque moderne, la théologie du sacerdoce évolue vers une sacralisation radicale. Devenir prêtre, pendant longtemps, c'était choisir un état de vie en conformité avec son milieu social et sa famille, cela devient désormais une "vocation" », explique l'historien Jean-Pascal Gay [5].

« Certains historiens modernistes ont même théorisé l'existence d'une "culture vocationnelle". Avant que le même processus se transfère à tous les laïcs à l'époque contemporaine, ce sont les prêtres qui expérimentent, les premiers, l'idée qu'il faut répondre au choix de Dieu par un état de vie. Être prêtre devient de plus en plus une aventure personnelle qui rapproche de Dieu et révèle son plan pour ce monde. » Ce mouvement n'est pas propre à la France, on le retrouve en Espagne avec Ignace de Loyola, et en Italie avec Philippe de Néri et les oratoriens. [...]

« Évidemment, la dynamique de "sacerdotalisation" de la culture ecclésiale n'explique pas tout, nuance l'historien. L'essor de l'idée de vocation va de pair, à l'époque moderne, avec une "verticalisation" des rapports sociaux. Sur ce point, le clergé séculier ne se distingue pas d'autres professions libérales, comme les avocats ou les médecins, qui s'organisent au même moment. En terre catholique – comme chez les protestants avec le pasteur – le prêtre devient de plus en plus une figure d'autorité, extérieure à la communauté, qui est en lien avec les strates supérieures de la société pour en prendre la charge. »

5. L'époque contemporaine : un modèle réinventé ?

Dans les représentations communes, c'est « le curé d'Ars » qui incarnerait le prêtre au service de sa communauté : Pie XI l'a d'ailleurs fait « patron de tous les curés de l'univers » ! Comme le rappelle Paul Airiau, un important mouvement social de reconquête sacerdotale – et de construction d'églises – est initié par les évêques et les notables catholiques dès le 19^e siècle. Ils mettent en place un nouveau type de prêtre « pieux, ascétique, sensible, mais qui contrôle ses affects ; un prêtre au-dessus des laïcs, consacré à Dieu, qui par rapport aux autres hommes est mesuré et modeste ». [...] « Ce prêtre est issu du "grand séminaire", une institution plus fermée qu'avant la Révolution. »

Mais dès le milieu du 20^e siècle, le vent va tourner. « Les figures du chanoine Kir, hâbleur et bon vivant, ou de l'abbé Pierre dans les bidonvilles, ou bien encore les prêtres des romans de Gilbert Cesbron montrent, dans les années 1940-1950, combien le modèle du prêtre a changé depuis l'époque du curé d'Ars. Plutôt que de les voir se tenir à l'écart du monde, les laïcs attendent de leurs prêtres qu'ils soient proches des

“masses”, quitte à endosser le bleu de travail et à prendre des engagements syndicaux... Le modèle devient-il plus horizontal avec les prêtres ouvriers condamnés en 1953-1954 ? »

Vatican II, en la matière, n'est pas la rupture qu'on présente souvent, même si Paul VI a réautorisé le travail des prêtres et qu'a été promu le modèle du prêtre « fidei donum », qui travaille souvent dans une favella d'Amérique latine. Le concile a tenté de renouveler le registre du prêtre comme vivant au plus près des enjeux de son temps. Mais cette poussée vers le monde s'est parfois traduite par une sortie du sacerdoce par le mariage... »

6. Aujourd'hui : crise du genre sacerdotal et « cléricisme »

« À partir de 1978, Jean Paul II engage une resacerdotalisation du prêtre afin, pense-t-il, de rendre à nouveau son rôle enviable. Une opération qui ne parvient pas à endiguer le déclin des vocations. [...]

Débat lancinant depuis la période de la Réforme, la question du “mariage des prêtres” se double désormais de nombreuses réflexions en termes de genre – le sacerdoce des femmes – et de sexualité, parfois portées par des best-sellers à sensation, comme Sodoma, du journaliste Frédéric Martel.

L'organisation sacerdotale du catholicisme vit-elle sa convulsion finale ? Entachée d'imperfections et de scandales en lien avec les violences sexuelles, peut-elle se réinventer ? En cette période de préparation de synode romain, on se gardera bien de trancher. En tout cas, pour nombre de catholiques, il importe de ne plus lier le sort du catholicisme à celui de la forme du sacerdoce tel qu'il s'est construit à travers les siècles, alors que Jésus lui-même n'a rien laissé d'explicite quant aux ministères ordonnés. »

Vers une conclusion impossible... ?

Deux remarques quand même, l'une de synthèse, l'autre de prospective.

De cette évolution complexe bien présentée par A. Favier, on retiendra évidemment la constante d'une volonté de structuration institutionnelle à caractère hiérarchique et patriarcal ainsi que celle d'une focalisation sur la fonction liturgique d'une part, sur la guidance spirituelle et morale d'autre part.

Mais on a l'impression que l'intérêt se déplace de l'institution communautaire sur la personne du prêtre lui-même, par l'assimilation au modèle du moine dès le Moyen Âge, et par l'insistance sur sa vocation qui le rapproche de Dieu en le coupant de ses frères à partir de l'époque moderne.

Quant à une « prospective » bien nécessaire après cette « remise en cause », renvoyons avec insistance aux dernières pages de l'article de Jean-Pol Gallez publié [ci-dessus](#) (p. 40) : la proposition de Joseph Moingt à laquelle il souscrit, mûrie depuis plus de 50 ans, nuancée et attentive à toutes les dimensions de ce qu'on appelle les « ministères », peut nous redonner de l'espérance...

Notes :

[1] Anthony FAVIER, *Le prêtre catholique, de l'hégémonie à la remise en cause*, in *Témoignage chrétien* des 2 février, 9 mars, 6 avril, 11 mai et 12 juillet 2023.

[2] Bibliste, éditrice avec Antoine GUGGENHEIM de l'encyclopédie *Après Jésus*, Albin Michel, 2020.

[3] Professeure d'histoire médiévale à l'Université Grenoble Alpes, auteure de *Le malheur d'être exclu ? Excommunication, réconciliation et société à la fin du Moyen Âge*, Publications de la Sorbonne, 2006.

[4] Professeure émérite d'histoire moderne, elle a dirigé, paru en 2002 chez Fayard.

[5] Jean-Pascal GAY est professeur d'histoire à l'UCLouvain et codirecteur, avec Josselin TRICOU et Silvia MOSTACCIO, de *Masculinités sacerdotales*.

Pour le sociologue François Dubet, « Tout se passe comme si les quartiers étaient dans un vide politique, comme si les rages et les révoltes ne débouchaient sur aucun processus politique ».

Après la mort de Nahel M., le sociologue explique dans une interview au journal *Le Monde* que les habitants des cités se sentent mis à l'écart en raison de leurs origines, de leur culture ou de leur religion. Les mouvements sociaux et les partis ne parviennent cependant pas à transformer ce sentiment d'abandon en actions organisées, en revendications ou en projets. Professeur émérite de sociologie à l'université de Bordeaux, François Dubet a travaillé sur la théorie sociologique, la sociologie de l'éducation, les inégalités sociales et les sentiments d'injustice. Il est l'auteur de *La Préférence pour l'inégalité. Comprendre la crise des solidarités* (Seuil, 2014), *Le Temps des passions tristes. Inégalités et populisme* (Seuil, 2019), *Tous inégaux, tous singuliers. Repenser la solidarité* (Seuil, 2022).

Que vous inspirent la mort, à Nanterre, de Nahel M., tué par un policier, et les émeutes qui ont éclaté ensuite dans la plupart des banlieues françaises ?

Chaque « bavure » policière, chaque révolte des banlieues est singulière, mais c'est la répétition des événements qui devrait nous interroger.

Depuis les émeutes de la banlieue lyonnaise, dans les années 1980, nous avons connu plusieurs dizaines de révoltes – certaines locales, d'autres plus larges, comme en 2005, certaines dans de grandes villes, d'autres dans des plus petites. Chaque fois, un ou plusieurs jeunes ont été tués ou blessés par la police et, chaque fois, les jeunes ont saccagé les équipements publics de leur quartier : les mairies, les centres sociaux, les écoles... Chaque fois, la violence a débordé des cités et, chaque fois, les pillages se sont mêlés à la révolte. Dans tous les cas, les parents ont compris ces jeunes qui sont leurs enfants, tout en condamnant les violences qui détruisent leur quartier.

Chaque fois, aussi, les uns condamnent les violences policières, la ségrégation, le racisme, la pauvreté et les ghettos urbains, alors que d'autres condamnent les immigrés et l'ensauvagement de la société. L'impuissance des acteurs politiques semble aussi se répéter : la fermeté de Nicolas Sarkozy en 2005 [*alors ministre de l'Intérieur*] n'a pas plus éteint les incendies que l'attitude plus compréhensive d'Emmanuel Macron aujourd'hui. La seule nouveauté des événements d'aujourd'hui, à Nanterre et ailleurs, c'est le rôle croissant des réseaux sociaux et, semble-t-il, l'extrême jeunesse des émeutiers.

Les jeunes ont le sentiment que les pouvoirs publics n'ont rien fait, ou presque, dans les quartiers populaires depuis le début des années 1980. Est-ce exact ?

On ne peut pas dire que rien n'a été fait. Dans beaucoup de quartiers, l'habitat et les équipements se sont améliorés : on a refait des appartements, détruit les immeubles les plus insalubres, ouvert des écoles et des équipements sociaux, multiplié les lignes de bus... C'est sans doute insuffisant, mais le cadre de vie a été un peu amélioré – Nanterre n'est d'ailleurs pas la plus dégradée des cités populaires.

Tout le problème vient de ce qu'on agit plus facilement sur le bâti que sur le peuplement. Les politiques de la ville n'ont pas réduit la ségrégation sociale et ethnique : les habitants des quartiers « prioritaires » et des quartiers « difficiles » sont toujours les plus pauvres et les plus précaires, ils sont immigrés ou issus de l'immigration.

Souvent, ces caractéristiques se renforcent au fil des ans, dans la mesure où ceux qui « réussissent » grâce au travail et aux études quittent le quartier et sont remplacés par des familles encore plus pauvres qui sont issues d'immigrations encore plus lointaines.

On n'aime guère parler de ghettos, mais c'est bien d'une ghettoïsation qu'il s'agit. Les pauvres et les immigrés sont contraints de vivre ensemble et, peu à peu, le ghetto se constitue à l'intérieur même du quartier. Les garçons, qui échouent plus à l'école que les filles, occupent la rue. Les familles se replient. Les écoles et les établissements sociaux sont perçus comme étrangers au quartier. Malgré les politiques locales,

malgré l'engagement des travailleurs sociaux et des enseignants, les habitants se sentent mis à l'écart en raison de leurs origines, de leur culture, de leur religion et de leur adresse : leur quartier les exclut et les enferme en même temps qu'il les protège.

Les jeunes des quartiers populaires se disent victimes de discriminations dans les institutions scolaires et dans le monde du travail. Les chercheurs aboutissent-ils à la même conclusion ?

La discrimination n'est pas un phantasme : elle se mesure. Nous savons qu'un jeune d'origine étrangère vivant dans un quartier réputé difficile a beaucoup moins de chances qu'un autre de trouver un emploi à qualifications et à compétences égales. Nous savons de manière objective que ses chances d'être interpellé par la police sont considérablement plus élevées que celle d'un jeune « blanc » des classes moyennes. Mais la discrimination peut être plus subtile. Quand le collège du quartier concentre des élèves pauvres, immigrés ou issus de l'immigration, ses chances de réussir sont nettement plus faibles que celles qu'il aurait dans un établissement socialement et culturellement plus mixte : le niveau d'ambition est plus faible, l'émulation joue moins, il y a moins de relations et de soutiens familiaux efficaces. D'ailleurs, les habitants du quartier qui le peuvent essaient de fuir le collège du quartier. Il n'est pas nécessaire que les individus ou les institutions soient explicitement racistes pour que les élèves se sentent discriminés : ils le sont objectivement par la seule répartition spatiale des inégalités sociales et culturelles. Tous les jeunes de ces quartiers ont le sentiment d'être prisonniers d'un destin social et « racial » figé.

Est-ce qu'on discrimine plus aujourd'hui qu'hier ? Il n'est pas facile de répondre à cette question, d'autant plus qu'hier bien des discriminations étaient perçues comme allant de soi. On était sans doute plus discriminé dans le bidonville de Nanterre des années 1960 que dans les cités d'aujourd'hui, mais les discriminations sont devenues intolérables parce que le droit à l'égalité s'est renforcé, parce que nous pensons que nous devons tous avoir les mêmes chances, parce que nous voulons que l'égalité des identités et des cultures soit reconnue. De ce point de vue, les jeunes des quartiers ne sont pas différents des femmes et des minorités sexuelles, qui ont été si longtemps discriminées et qui ne supportent plus de l'être : tous adhèrent à une promesse démocratique qui n'est pas tenue.

Si ces émeutes se répètent, est-ce parce qu'elles n'ont pas trouvé de débouché politique ?

Seules les émeutes des Minguettes, dans la banlieue de Lyon, ont engendré un vaste mouvement de protestation – la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983.

Depuis, aucune émeute n'a eu de véritable conversion politique. Tout se passe comme si les quartiers étaient dans un vide politique, comme si les rages et les révoltes ne débouchaient sur aucun processus politique, comme si les élus commentaient les événements plus qu'ils ne relayaient des colères.

Dans les démocraties, les mouvements sociaux et les partis politiques ont pourtant un rôle essentiel : celui de transformer les émotions en actions organisées, en revendications, en projets. Les émeutes ouvrières sont devenues des syndicats et des partis de gauche. Au début de cette année, les syndicats, par exemple, ont donné une forme sociale au refus de la réforme des retraites : sans eux, il n'y aurait eu que la violence et le silence.

Les émeutes des banlieues sont un problème social, mais elles ne débouchent pas sur l'émergence d'un acteur : il n'est donc pas étonnant qu'elles se répètent plus ou moins à l'identique. Ce vide politique ne concerne pas uniquement les banlieues : la colère des « gilets jaunes », bien différente de celle des jeunes des cités, n'est pas parvenue à se donner une forme politique. Là encore, au bout d'un moment, tout a paru se réduire à des affrontements avec la police : comme tous les porte-parole étaient contestés, les dirigeants n'ont pas eu de « vrais interlocuteurs ».

Il existe, dans les quartiers populaires, des élus locaux, des associations, des travailleurs sociaux, des syndicats. Pourquoi ne parviennent-ils pas à politiser la colère des habitants ?

Les appels au calme des maires, des militants associatifs, des enseignants, des travailleurs sociaux et des imams ne sont pas entendus : tous avouent leur impuissance.

Malgré le travail des élus, malgré les politiques sociales, les habitants des quartiers n'ont pas de voix propre. Le contraste avec les anciennes banlieues rouges est saisissant : ces villes communistes de l'après-

guerre n'étaient pas riches, mais elles étaient encadrées par des partis, des syndicats et des mouvements d'éducation populaire. Les enseignants et les travailleurs sociaux vivaient dans les quartiers où ils travaillaient. De ce point de vue, ces banlieues étaient dans la société.

Tous ces relais, ou presque, ont disparu. Les intervenants sociaux viennent du dehors et les services municipaux ont remplacé les mouvements d'éducation populaire. Les élus ne sont pas entendus et les habitants, surtout les jeunes, pensent qu'ils ne les entendent pas. Cette expérience est si violente qu'elle conduit les jeunes à détruire tout ce qui peut les relier à la société – les bibliothèques, les écoles, les centres sociaux...

Nous sommes passés d'une société dans laquelle les individus étaient définis par leur travail à une société dans laquelle ils le sont par leur niveau d'exclusion. Les jeunes s'en prennent aux symboles – celui de l'Etat qui les réprime et celui de la consommation qui les frustre. Ils sont enrégés parce que les injustices n'ont d'autre cause à leurs yeux que le « système » incarné par la police.

Quelles seront, à vos yeux, les conséquences politiques de cette crise ?

Cette incapacité à construire des acteurs politiques nourrit une crise démocratique. C'est peu dire que cette situation est dangereuse, car si les individus ont le sentiment d'être méprisés, de n'être pas représentés, il ne leur reste que la violence ou l'adhésion aux pouvoirs autoritaires qui promettent de tout résoudre par la « fermeté », c'est-à-dire par la force.

Personne ne « fait le jeu » de personne, mais comment ne pas voir que l'extrême droite et une partie de la droite construisent un récit parfaitement raciste dans lequel la question des banlieues est, avant tout, une affaire culturelle et nationale, dans lequel le maintien de l'ordre est la fin de toute politique ? Quand les images de violences passent en boucle sur les réseaux et les écrans, on peut craindre que, sans trop dire et sans rien faire, l'extrême droite tire les marrons du feu.

Comment ne pas voir aussi que, si la gauche condamne le racisme et la violence policière, elle propose de réformer la police, ce qui est indispensable, sans être très créative sur la question des banlieues elle-même ? Tant que nous en resterons là, le face-à-face des jeunes et des policiers restera la règle, jusqu'à la prochaine bavure et la prochaine émeute.

Feriez-vous un parallèle entre la France et les États-Unis ?

Les Français n'aiment guère se comparer aux États-Unis pour de bonnes raisons : ni le racisme, ni la violence policière, ni les ghettos urbains ne sont comparables. Longtemps, ces différences nous ont rassurés : nous aimons opposer le républicanisme français au communautarisme américain.

Cependant, la ghettoïsation de certains quartiers français devrait nous inquiéter. En France comme aux États-Unis, les violences policières ne sont pas de simples accidents quand la confrontation des jeunes et de la police est une expérience quotidienne. En France comme aux États-Unis, les « petits Blancs » qui se sentent ignorés et maltraités finissent par rejeter ceux qui sont encore plus maltraités qu'eux, mais qui, à leurs yeux, leur ressemblent si peu. La manière dont les médias internationaux rendent compte des émeutes françaises n'est pas sans rappeler les images du meurtre de George Floyd et des émeutes qui ont suivi. Cela devrait nous inquiéter.

Source :

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/07/02/francois-dubet-tout-se-passe-comme-si-les-quartiers-etaient-dans-un-vide-politique-comme-si-les-rages-et-les-revoltes-ne-debouchaient-sur-aucun-processus-politique_6180242_3232.html

Échanges en groupe à partir d'un livre

Alphonse Gurlain.

Nous sommes un groupe de 4 personnes actuellement à nous retrouver en Zoom tous les 2 mois environ pour partager nos questions, nos réflexions, nos découvertes, nos encouragements que suscitent nos lectures, ou autres documents. Ce groupe est ouvert et sans engagement. C'est avec plaisir que nous accueillerons ceux qui seraient intéressés (assocnsae@gmail.com).

Nous nous sommes retrouvés pour échanger sur la première partie du livre de Jean-Philippe Pierron, *Méditer comme une montagne. Exercices spirituels d'attention à la Terre et à ceux qui l'habitent*.

Résumé de l'ouvrage

Et si l'écologie ne pouvait se passer d'une révolution intérieure pour chacun de nous ? Et s'il fallait nous engager dans un véritable changement spirituel pour repenser nos relations aux vivants ?

Parler de relation spirituelle au vivant étonne. Cela déplace nos assurances et vient mettre du jeu dans nos représentations mentales, bouleversant la place de ces mots massifs qui ont pour certains cessé de nous parler : « nature », « création », « religion ». Parler d'une relation spirituelle au vivant, c'est renouveler nos manières de vivre et dire ce que signifie pour nous être vivant sur la Terre parmi d'autres vivants.

Jean-Philippe Pierron invite dans cet ouvrage à faire un pas de plus et laisser retentir, dans nos itinéraires, ce qui nous lie au vivant. Il ouvre un chemin riche qui mène à une nouvelle forme de disponibilité nourrie par l'expérience artistique aussi bien que par des actions modestes et pleines de sens.

C'est un livre atypique et original, bien écrit, qui sait conjuguer une pensée profonde et des situations concrètes (voir, habiter, goûter, sentir, vibrer, cultiver, oser, travailler, laisser résonner, prendre soin, discerner, apprendre, renoncer...), plein de conseils pour la vie intérieure – pour se « retrouver » – et pour l'action. On y trouve aussi beaucoup de jeux de mots comme « à l'astre qui oriente se substitue un désastre ». Dans le préluce, l'auteur situe ce livre dans « les écritures de la consolation...cette consolation vibre de la violence des écocides... elle tente le soin de la relation, là où tous les liens qui comptent ont été dévastés... elle n'est pas une manière magique de résoudre le problème. Elle est une tâche ». Elle invite à l'action.

Les phrases qui nous interpellent le plus :

- Prier comme une montagne, entrer dans l'intimité des liens qui nous unissent au monde. « *Et sans doute le travail spirituel qu'appelle la transition écologique tient là : se débarrasser de notre souci d'emprise sur la terre pour être en prise avec elle en tant que filles ou fils de la terre (ADAM en hébreu).* »
- La sidération de l'auteur, depuis longtemps, de « *notre impossibilité à croire ce que nous savons du désastre écologique et social* ».
- Son analyse du désir, du besoin, de l'envie et comment le capitalisme sait tirer profit de la confusion qui s'installe et « *vendre par ruse sa marchandisation de l'intime* ».
- Sa préconisation « *d'une écologie de fondation (ou écologie profonde) plutôt qu'une écologie de réparation* ».
- Sa définition « *d'une relation spirituelle au vivant, aux autres et à nous-même comme le renouvellement de nos manières de vivre et dire ce que signifie pour nous être vivants sur la Terre parmi d'autres vivants* ».

À propos des événements en Israël-Palestine

Parmi les très nombreuses réactions, nous avons choisi de reproduire ici celles de José Arregi, du Collectif Anastasis, et de l'évêque d'Alger, Jean-Paul Vesco ainsi que l'analyse de Judith Butler publiée par l'AUDIRP.



Nous sommes tous à la fois Gaza et Israël *José Arregi*

« C'est une barbarie cruelle du Hamas qui répond à une barbarie encore plus grave et plus cruelle du gouvernement d'Israël », fut la première pensée qui me traversa l'esprit.

Il m'est difficile de comprendre l'action du Hamas par son atrocité et son non-sens. Je peux seulement la comprendre comme l'expression sinistre de la haine, de la vengeance, de la désespérance et de l'impuissance accumulée pendant 8 décennies. Et cela m'angoisse de penser que ce fait ne fera qu'aggraver la douleur et les lamentations de ses anciens, jeunes et enfants, et creuser la tombe de son peuple. Et laisser ses alliés dans le pire endroit.

Il m'est encore plus difficile de comprendre l'extrême violence, l'inhumaine et tellement longue oppression, que beaucoup de gouvernements d'Israël, celui de Benjamin Netanyahu plus que tout autre, ont exercée et exercent de façon systématique sur le peuple palestinien. Je ne peux le comprendre que comme une expression de puissance, légitimée par les croyances religieuses les plus irrationnelles et confortée par l'hypocrite complicité de beaucoup de pays occidentaux, les Etats unis en tête.

Je regarde Gaza et tout le Moyen-Orient, berceau de civilisations et carrefour de routes commerciales et belliqueuses, je regarde Haïti l'oubliée, Afrique la martyre, l'Europe de l'Est, la Méditerranée plus proche..., nos droites et nos bourses sur le pied de guerre. Et le désespoir m'envahit. Peut-il y avoir de l'espérance pour une espèce incapable de refréner, de calmer son envie de pouvoir, ses peurs et ses haines ? Pauvre *Homo Sapiens*.

Peut-il y avoir de l'espérance pour Gaza et pour toute la Palestine ? J'arrive seulement à voir que la haine et le massacre ne sont pas le bon chemin. Israël pourra-t-il vivre en paix et en sécurité ? Non, jamais il ne pourra, tant qu'il niera à ses frères palestiniens la possibilité réelle de vivre dignement.

Nous sommes tous Israël et Gaza. Nous sommes enfants de la même terre blessée. Le même souffle de vie libérée et fraternelle nous fait vivre. Nous ne pouvons renier ce que nous sommes. La terre et la vie nous appellent d'urgence à nous asseoir, avant qu'il ne soit trop tard, à la même table pour partager le pain et la parole de la fraternité et de la sororité universelles avec leur profond bonheur. N'est-ce pas cela l'étincelle de divinité que nous sommes, l'inépuisable, l'infinie possibilité qui habite au cœur du cosmos et en notre pauvre cœur humain ?

La justice des larmes *Collectif anastasis*

Dans sa prière, Saint Ephrem le Syrien demande à Dieu « *Ne m'abandonne pas à l'esprit de paresse, de découragement, de domination et de vain bavardage* ». Il est difficile, lorsqu'on s'essaie à mettre des mots sur ce qu'il s'est passé le 7 octobre dernier en Israël et Palestine de ne pas tomber dans ces quatre écueils. Mais il est difficile aussi de rester muet au milieu d'un déferlement médiatique qui ne clarifie pas les événements, mais, souvent, les obscurcit encore davantage tant il est pleinement partie prenante de la guerre en cours.

Or chercher des mots justes pour saisir la situation n'est pas un maniérisme : c'est chercher à être, autant que possible, de plain-pied avec ce qu'il se passe là-bas depuis notre vie ici, c'est-à-dire refuser que « là-bas » reste dans l'abstraction, et affirmer qu'il nous concerne pleinement et à divers titres. Ephrem nous donne peut-être à cet égard une piste sur la nature de ce qui se joue et la juste attitude à adopter lorsqu'il demande à Dieu de lui accorder « *l'esprit d'intégrité, d'humilité, de patience et de charité* ». Car ce que nous révèle ce 7 octobre depuis le point de vue, limité, mais qui est le nôtre, de l'opinion publique occidentale, c'est peut-être une crise de la compassion.

La vision des crimes commis par le Hamas sur des innocents Israéliens, en particulier sur des personnes âgées et des enfants, est insupportable. Elle suscite en nous, à juste titre, la colère, le dégoût, le désespoir et la peur. Elle vient aussi nous marteler, en creux, cette question : où était est ton cœur toutes les autres fois où ont été tués, sous tes yeux, des vieillards et des enfants innocents Palestiniens ? Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit nullement de nourrir une « compétition entre victimes » ou de s'essayer à la confection d'une odieuse échelle des crimes permettant de relativiser les uns par rapport aux autres. Mais de remonter à la source de notre juste colère : dès qu'une vie humaine est détruite, c'est une singularité absolue, voulue par Dieu comme telle, qui disparaît de la Création. Chaque vie humaine est un absolu et doit être pleurée en tant que telle. Il y a de la justice dans les larmes aussi.

Or c'est de cette justice dans la compassion dont nous avons manqué affreusement lorsque nous nous sommes collectivement accoutumés du « conflit israélo-palestinien » et de sa morne litanie de morts, qui n'a pas commencé ce terrible 7 octobre et qui se continue aujourd'hui par les bombardements sur Gaza – lesquels ne détruisent pas des « masses » indifférenciées, parfois même animalisées, mais des vies singulières, pleines et complexes, dignes. Cette date nous invite peut-être à ne pas être « paresseux » en matière de compassion, à ne pas nous « décourager » face à une situation enlisée et, semble-t-il, parfois inextricable, à ne pas non plus faire de ce qui se passe là-bas un objet de voyeurisme ou de « bavardages ». Mais à considérer chaque vie humaine comme égale et infiniment digne de compassion, et à élaborer l'attitude politique la plus juste en conséquence.

<https://collectif-anastasis.org/2023/10/12/la-justice-des-larmes/>

*La violence barbare du Hamas est sans excuse,
mais elle n'est pas sans cause*
Jean-Paul Vesco

Tribune de Mgr Jean-Paul Vesco Archevêque d'Alger, frère dominicain qui revient sur la sidération suscitée par l'attaque du Hamas contre Israël et la réplique de l'armée israélienne. Une barbarie « qui vient de loin », considère-t-il, en référence à la colonisation et aux humiliations quotidiennes imposées aux Palestiniens.

La barbarie absolue machiavéliquement mise en scène par le Hamas lors de l'attaque-surprise de grande ampleur contre des populations israéliennes a plongé le monde occidental dans la sidération. Elle a immédiatement et évidemment suscité un déferlement de condamnations unanimes. Sidération et condamnations unanimes, qui furent miennes, bloquent la mise à distance minimale, l'espace de liberté intérieure dont nous avons besoin pour réfléchir. C'est le piège tendu par le Hamas, et nous y sommes largement tombés.

Sans vouloir renvoyer les belligérants dos à dos sans nuances, on peut aussi y voir, dans la réplique militaire qu'elle a suscitée, une bonne opportunité saisie par Israël pour tenter d'en finir une fois pour toutes non seulement avec le Hamas, mais aussi avec l'autonomie réduite aux acquêts de Gaza présentée par le Premier ministre israélien comme « la cité du mal qui doit être détruite », à l'image de Sodome. Mais n'y aurait-il pas cinquante, quarante, trente, vingt, ou même dix justes à Gaza (Gn 18, 22-33) ?

Violence barbare

Malheureusement, si cette violence barbare est sans excuse, mais elle n'est pas sans cause. J'ai vu et vécu un peu de l'injustice et de l'humiliation qui sont le quotidien des Palestiniens à Gaza et ailleurs dans des territoires que l'on ne peut décemment plus appeler Palestine, tant la colonisation d'état ou « sauvage » l'a méthodiquement morcelée au point de rendre désormais impossible une unité territoriale souveraine aussi modeste soit-elle. L'injustice historique et quotidienne, l'usage d'un rapport de force disproportionné, l'humiliation permanente, font le lit d'une violence qui n'a rien d'aveugle. Mais cela nous peinons à le voir.

Qui se souciait encore, avant ce coup de tonnerre, de l'abandon de tout processus de paix ruinant définitivement l'espérance d'un état palestinien viable plutôt qu'un régime de colonisation que l'on croyait appartenir à une époque révolue ? On n'entendait plus parler de rien, le couvercle semblait hermétique et tout allait bien pour nous.

Et aujourd'hui, nous indignons-nous avec la même indignation des paroles du ministre de la défense, israélien, quand il dit « nous sommes confrontés à des animaux et nous devons les traiter comme des animaux » pour annoncer la privation de toute une population d'eau, de nourriture, de gaz et d'électricité, justifiant ainsi aux yeux du monde et en toute bonne conscience un crime de guerre ? Animaux, le terme n'est inédit pour qualifier les Palestiniens. C'est ainsi qu'eux-mêmes se sentent traités lors du franchissement des innombrables checkpoints. Mais, à la différence des animaux, ils en ressentent l'humiliation.

Pris en otage

Nous sommes-nous indignés de voir des hommes, des femmes et des enfants noyés sous un déluge de bombes, pris en otage tant par le Hamas que par une vengeance d'État aux moyens militaires illimités ? Ces hommes, ces femmes, ses enfants, ne se confondent pas avec le Hamas (et ceux qui les massacrent ne sont pas dupes). Ils en sont pour la plupart, eux aussi des victimes.

Ma prise de position publique est motivée par le fait que je vis en monde musulman où l'indignation jusqu'à l'indicible, parfois jusqu'à l'excès, est toute entière tournée vers le sort des Palestiniens depuis des

décennies. Elle est viscérale. La fracture avec le monde occidental sur ce sujet comme sur d'autres est vertigineuse et ne cesse de s'agrandir. Or le monde arabe est une composante de la société française qui se sent elle aussi humiliée de l'humiliation subie par le peuple palestinien. Cette humiliation est silencieuse, mais elle n'en est pas moins profonde et il nous faut l'entendre si nous voulons éviter de sombrer ici aussi dans la spirale de l'incompréhension et de la violence.

Un foyer d'infection

Il existe bien d'autres situations de conflits et d'injustice plus ou moins ignorés, mais celui-là est différent. Il est un foyer d'infection pour le monde entier. Il nous touche chacun.e de l'intérieur, car il touche à Jérusalem, ville de la paix toujours en guerre, ville de la Présence divine, ville aux trois monothéismes inextricablement intriqués. Se mêlent dans ce conflit de la géopolitique et du sacré, de l'histoire sainte et des impératifs de justice très actuels et aussi concrets que la spoliation et la destruction de champs d'oliviers pour la construction d'un mur censé enfermer les uns et protéger les autres. Sans oublier bien sûr le poids de la mémoire tragique de la Shoah.

Face à tout cela, qu'il est difficile de se situer avec justesse. Comment se tenir entre les deux écueils de l'indifférence ou du parti pris que l'on me reprochera sans doute ? Certainement, avoir conscience à la fois de notre impuissance à peser sur ce conflit qui prend le monde en otage, et en même temps avoir conscience de notre capacité à être très concrètement acteurs pour éviter que ce mal ne se propage. Deux moyens : la prière et la relation. La parole est le rempart de la violence. Une conviction enfin : la paix durable ne se gagne pas par KO (par chaos). Elle ne se construit que sur la justice. « Amour et vérité se rencontrent, justice et paix s'embrassent », dit le psalmiste (Ps 84). Et encore, « paix sur Jérusalem, paix à ceux qui t'aiment » (Ps 121).

Source : La Croix du 16 octobre 2023

Les questions dont nous avons le besoin le plus grand, le plus urgent, de débattre publiquement, sont aussi celles qu'il est difficile de discuter à l'intérieur des cadres dont nous disposons actuellement. Même si l'on souhaite aller droit au but, on se heurte aux limites d'un cadre qui rend presque impossible de dire ce que l'on a à dire. Je veux parler de la violence, de la violence actuelle, de l'histoire de la violence et de ses nombreuses formes. Mais si l'on souhaite documenter la violence, c'est-à-dire comprendre le bombardement et les assassinats massifs du Hamas en Israël en tant que partie de cette histoire, on peut être accusé de « relativiser » ou de « contextualisation ». Nous devons condamner ou approuver, et cela fait sens, mais est-ce tout ce qui est requis de nous sur le plan éthique ? De fait, je condamne vraiment, sans réserve, la violence commise par le Hamas. Ce fut un massacre terrifiant et révoltant. Telle a été ma première réaction et elle persiste. Mais il y a aussi d'autres réactions.

Presque immédiatement, les gens veulent savoir de quel « côté » vous êtes et clairement la seule réponse possible à de tels assassinats est une condamnation sans appel. Mais pourquoi pensons-nous parfois que demander si nous utilisons un langage adéquat ou si nous avons une bonne compréhension de la situation historique ferait obstacle à une ferme condamnation morale ? Est-ce vraiment relativiser que de demander ce que nous condamnons précisément, ce que devrait être l'étendue de cette condamnation ou comment décrire le mieux possible la formation politique, ou les formations, auxquelles nous nous opposons ? Ce serait étrange de nous opposer à quelque chose sans le comprendre ou le décrire correctement. Ce serait particulièrement étrange de croire qu'une condamnation exige un refus de comprendre, de peur que la connaissance ne puisse avoir qu'une fonction de relativisation et qu'elle sape notre capacité à juger. Et s'il était moralement impératif d'étendre notre condamnation à des crimes tout aussi épouvantables que ceux mis en avant de manière répétée par les médias ? Quand et où notre condamnation commence-t-elle et finit-elle ? N'avons-nous pas besoin d'une évaluation critique et informée de la situation pour accompagner une condamnation morale et politique, sans craindre qu'acquiescer cette information ne nous transforme, aux yeux des autres, en ratés moraux complices de crimes horribles ?

Certes, il y a ceux qui utilisent l'histoire de la violence israélienne dans la région pour exonérer le Hamas, mais ils utilisent une forme corrompue de raisonnement moral pour atteindre cet objectif. Soyons clairs, la violence israélienne contre les Palestiniens est accablante : bombardements sans répit, assassinats de personnes de tous âges dans leurs maisons et dans les rues, torture dans les prisons, techniques d'affaiblissement dans Gaza, dépossession de leurs foyers. Et cette violence, dans ses formes multiples, est exercée contre un peuple qui est soumis à des régimes d'apartheid, à un régime colonial et à la privation d'un Etat. Cependant, quand le Comité de solidarité avec la Palestine d'Harvard rend publique une déclaration affirmant que « le régime d'apartheid est seul à blâmer » pour les attaques mortelles du Hamas sur des cibles israéliennes, il se trompe. Il est faux de répartir les responsabilités de cette façon et rien ne devrait exonérer le Hamas de la responsabilité des assassinats horribles qu'il a perpétrés. En même temps, ce Comité et ses membres ne méritent pas d'être mis sur liste noire ou d'être menacés. Ils ont certainement raison de pointer du doigt l'histoire de la violence dans la région : « Des saisies de terres systématiques aux frappes aériennes routinières, des détentions arbitraires aux checkpoints militaires et des séparations familiales forcées aux assassinats ciblés, les Palestiniens ont été contraints de vivre dans un état de mort, une mort tout à la fois lente et soudaine. »

C'est une description exacte et cela doit être dit, mais cela ne signifie pas que la violence du Hamas n'est que la violence israélienne sous un autre nom. Il est vrai que nous devrions mieux comprendre pourquoi des groupes comme le Hamas se sont renforcés à la lumière des promesses brisées d'Oslo et de « l'état de mort, une mort à la fois lente et soudaine » qui décrit l'existence de beaucoup de Palestiniens vivant sous l'occupation, que ce soit la surveillance constante et la menace de détention administrative sans

procédure équitable, ou le siège intensifié qui dénie aux Gazaouis médicaments, nourriture et eau. Cependant, nous ne gagnons pas une justification morale ou politique aux actions du Hamas en nous référant à cette histoire. Si on nous demande de comprendre la violence palestinienne comme un prolongement de la violence israélienne, comme le Comité de solidarité avec la Palestine d'Harvard nous demande de le faire, alors il n'y a qu'une seule source de culpabilité morale et les Palestiniens ne possèdent même pas leurs actions violentes en propre. Il n'y a alors aucun moyen de reconnaître l'autonomie de l'action palestinienne. Il est absolument nécessaire de séparer de toute justification de la violence notre reconnaissance de la violence omniprésente et incessante de l'état israélien, si nous voulons réfléchir aux autres manières possibles de rejeter le gouvernement colonial, d'arrêter les arrestations arbitraires et la torture dans les prisons israéliennes et de mettre fin au siège de Gaza, où l'eau et la nourriture sont rationnées par l'État-nation qui contrôle ses frontières. En d'autres termes, se demander quel monde est encore possible pour les habitants de cette région dépend des manières de mettre fin au régime de colonisation de peuplement. Hamas a une réponse terrifiante et épouvantable à cette question, mais il y en a beaucoup d'autres. Si, cependant, nous ne sommes pas autorisés à nous référer à « l'occupation » (ce qui fait partie actuellement du *Denkverbot* [de l'interdiction de pensée] allemand), si nous ne pouvons même pas organiser un débat pour examiner si le régime militaire israélien dans la région est un apartheid racial ou du colonialisme, alors nous n'avons aucun espoir de comprendre le passé, le présent ou l'avenir. Tant de personnes regardant le carnage via les médias se sentent désespérées. Mais une raison de leur désespoir est précisément que c'est via les médias qu'elles le regardent, vivant dans le monde sensationnel et éphémère de l'indignation morale sans espoir. Une moralité politique différente exige du temps, une manière patiente et courageuse d'apprendre et de nommer, afin de pouvoir accompagner d'une vision morale la condamnation morale.

Je m'oppose à la violence que le Hamas a infligée et je n'ai pas d'alibi à offrir. Quand je dis cela, j'exprime clairement une position morale et politique. Je ne suis pas ambiguë quand je réfléchis sur ce que cette condamnation présuppose et implique. Qui me rejoint dans cette condamnation pourrait vouloir demander si une condamnation morale doit être basée sur une certaine compréhension de ce à quoi on s'oppose. On pourrait dire : non, je n'ai pas besoin de savoir quoi que ce soit sur la Palestine ou sur le Hamas pour savoir que ce qu'ils ont fait est mal, et le condamner. Et si on s'arrête là, en se reposant sur les représentations médiatiques actuelles, sans jamais se demander si elles sont effectivement exactes et utiles, si elles permettent à toutes les histoires d'être racontées, alors on accepte une certaine ignorance et on a confiance dans le cadre présenté. Après tout, nous sommes tous et toutes occupés et nous ne pouvons pas être tous et toutes historiens ou sociologues. C'est une manière possible de penser et de vivre et des personnes bien intentionnées vivent de cette manière. Mais à quel prix ?

Et si notre moralité et notre politique ne s'arrêtaient pas avec cet acte de condamnation ? Si nous insistions pour nous demander quelle forme de vie libérerait la région d'une violence telle que celle-ci ? Et si, en plus de condamner des crimes gratuits, nous voulions créer un avenir dans lequel la violence de cette sorte serait terminée ? C'est une aspiration normative qui va au-delà d'une condamnation momentanée. Pour la réaliser, nous devons connaître l'histoire de la situation, la croissance du Hamas comme groupe militant dans la dévastation du moment post-Oslo pour ceux et celles à Gaza envers qui les promesses d'autogouvernement n'ont jamais été tenues ; la formation d'autres groupes de Palestiniens avec d'autres tactiques et d'autres objectifs ; et l'histoire du peuple palestinien et de ses aspirations à la liberté et au droit d'autodétermination politique, à la libération du régime colonial et de la violence omniprésente, militaire et carcérale. Alors nous pourrions faire partie de la lutte pour une Palestine libre dans laquelle le Hamas serait dissout, ou supplanté par des groupes avec des aspirations non violentes à la cohabitation.

Pour ceux et celles dont la position morale est restreinte à la seule condamnation, comprendre la situation n'est pas un objectif. Une telle indignation morale est sans doute à la fois anti-intellectuelle et présentiste. Pourtant l'indignation pourrait aussi conduire une personne vers des livres d'histoire afin de découvrir comment de tels événements peuvent arriver et si les conditions pourraient changer pour qu'un avenir de

violence ne soit pas le seul possible. La « contextualisation » ne devrait pas être considérée comme une activité moralement problématique, même s'il y a des formes de contextualisation qui peuvent être utilisées pour rejeter une faute ou même en disculper totalement. Pouvons-nous distinguer entre ces deux formes de contextualisation ? Simplement parce que certains pensent que contextualiser une violence horrible en détourne ou, pire, la rationalise, cela ne veut pas dire que nous devons capituler devant l'affirmation que toutes les formes de contextualisation sont moralement relativisantes de cette façon. Quand le Comité de solidarité avec la Palestine de Harvard affirme que « le régime d'apartheid est le seul à blâmer » pour les attaques du Hamas, il se soumet à une version inacceptable de la responsabilité morale. Il semble que pour comprendre comment un événement s'est produit ou quelle signification il a, nous devons apprendre de l'histoire. Cela signifie que nous devons élargir notre vision au-delà de l'épouvantable moment présent, sans dénier son horreur, mais en même temps en refusant de laisser cette horreur représenter toute l'horreur qu'il y a à représenter, à connaître et à refuser. Les médias actuels, pour la plupart, ne détaillent pas les horreurs que le peuple palestinien a subies pendant des décennies sous la forme de bombardements, d'attaques arbitraires et d'assassinats. Si les horreurs des derniers jours sont dotées par les médias d'une importance morale plus grande que les horreurs des derniers soixante-dix ans, alors la réponse morale de l'instant menace d'éclipser une compréhension des injustices radicales subies par la Palestine occupée et les Palestiniens déplacés par la force — ainsi que le désastre humanitaire et les morts qui ont lieu en ce moment même à Gaza.

Certaines personnes craignent légitimement que toute contextualisation des actes violents commis par le Hamas soit utilisée pour exonérer le Hamas ou que la contextualisation détourne l'attention de l'horreur de ce qu'il a fait. Mais si c'est l'horreur elle-même qui nous conduit à contextualiser ? Où cette horreur commence-t-elle et où finit-elle ? En parlant d'une « guerre » entre le Hamas et Israël, la presse offre un cadre pour appréhender la situation. Elle a, de fait, appréhendé par avance la situation. Si Gaza est comprise comme étant sous occupation, ou si on s'y réfère comme à « une prison à ciel ouvert », c'est alors une interprétation différente qui est transmise. Cela peut apparaître comme une simple description, mais le langage contraint ou facilite ce que nous pouvons dire, comment nous pouvons décrire et ce qui peut être connu. Oui, le langage peut décrire, mais il gagne le pouvoir de le faire seulement s'il se conforme aux limites imposées sur ce qui est dicible. S'il est décidé que nous n'avons pas besoin de savoir combien d'enfants et d'adolescents palestiniens ont été tués à la fois en Cisjordanie et à Gaza cette année, ou pendant les années d'occupation, s'il est décidé que cette information n'est pas importante pour comprendre ou évaluer les attaques sur Israël et les assassinats d'Israéliens, alors nous avons décidé que nous ne voulons pas connaître l'histoire de la violence, du deuil et de l'indignation telle qu'elle est vécue par les Palestiniens. Nous ne voulons connaître l'histoire de la violence, du deuil et de l'indignation que telle qu'elle est vécue par les Israéliens. Une amie israélienne, qui se décrit comme « anti-sioniste », écrit en ligne qu'elle est terrifiée pour sa famille et ses amis, qu'elle a perdu des proches. Et nos cœurs devraient être emplis de compassion pour elle, comme le mien l'est certainement. C'est terrible, clairement. Et pourtant, n'y a-t-il aucun moment où sa propre expérience de l'horreur et de la perte de ses amis et de sa famille permet d'imaginer ce qu'une Palestinienne pourrait ressentir de l'autre côté, ou a ressenti après les années de bombardement, d'incarcération et de violence militaire ? Je suis aussi une personne juive vivant avec un traumatisme transgénérationnel dans le sillage des atrocités commises contre des personnes comme moi. Mais elles ont aussi été commises contre des personnes qui ne sont pas comme moi. Je n'ai pas à m'identifier à ce visage ou à ce nom pour nommer l'atrocité que je vois. Ou, au moins, je lutte pour ne pas le faire.

À la fin, pourtant, le problème n'est pas seulement l'échec de l'empathie. Car l'empathie prend forme principalement à l'intérieur d'un cadre qui permet à une identification de s'accomplir, ou qui permet une traduction entre l'expérience d'un autre et la mienne. Et si le cadre dominant considère certaines vies comme plus susceptibles d'être regrettées que d'autres, alors il s'ensuit qu'un certain ensemble de pertes est plus horrible qu'un autre. La question de déterminer quelles vies valent un regret fait intégralement partie de la question : quelles vies valent d'être valorisées. Et ici le racisme entre en scène, de manière décisive. Si les Palestiniens sont des « animaux », comme le ministre de la Défense d'Israël l'affirme, et si les Israéliens

représentent maintenant « le peuple juif » comme Biden l'affirme (réduisant la diaspora juive à Israël, comme les réactionnaires le réclament), alors les seules personnes susceptibles d'être regrettées, les seules qui sont présentées comme éligibles pour le deuil, ce sont les Israéliens, car la « guerre » est maintenant mise en scène avec le peuple juif d'un côté et de l'autre des animaux qui cherchent à le tuer. Ce n'est sûrement pas la première fois qu'un groupe de personnes cherchant à se libérer des chaînes coloniales a été représenté comme un groupe d'animaux par le colonisateur. Les Israéliens sont-ils des animaux quand ils tuent ? Ce cadre raciste de la violence contemporaine récapitule l'opposition coloniale entre les « civilisés » et les « animaux » qui doivent être dirigés ou détruits pour préserver la « civilisation ». Si nous adoptons ce cadre quand nous déclarons notre opposition morale, nous nous trouvons nous-mêmes impliqués dans une forme de racisme qui s'étend, au-delà de l'énoncé, à la structure de la vie quotidienne en Palestine. Et pour cela une réparation radicale s'impose sûrement.

Si nous pensons que la condamnation morale doit être un acte clair, ponctuel, sans référence à aucun contexte, à aucun savoir, alors nous acceptons inévitablement les termes dans lesquels la condamnation est faite, la scène sur laquelle les alternatives sont orchestrées. Dans ce contexte le plus récent, accepter ces termes signifie réitérer des formes de racisme colonial qui font partie du problème structurel à résoudre, de la persistante injustice à surmonter. Ainsi, nous ne pouvons pas nous permettre de détourner le regard de l'histoire de l'injustice au nom de la certitude morale, car cela voudrait dire risquer de commettre une nouvelle injustice et à un moment notre certitude trébuchera sur ce sol qui n'est rien moins que solide. Pourquoi ne pouvons-nous condamner moralement des actes horribles sans perdre nos pouvoirs de penser, de savoir et de juger ? Nous pouvons certainement, et nous devons, faire les deux.

Les actes de violence dont nous sommes témoins dans les médias sont horribles. Et à ce moment d'attention médiatique accrue, la violence que nous voyons est la seule violence que nous connaissons. Pour me répéter : nous avons raison de déplorer cette violence et d'exprimer notre horreur. Je suis malade depuis des jours. Tous les gens que je connais vivent dans la peur de ce que la machine militaire israélienne fera ensuite, se demandant si la rhétorique génocidaire de Netanyahou se matérialisera en un assassinat de masse des Palestiniens. Je me demande si nous pouvons pleurer, sans restriction, les vies perdues à Tel-Aviv, aussi bien que celles perdues à Gaza, sans être embourbés dans des débats sur le relativisme et l'équivalence. Peut-être qu'un compas plus large pour le deuil servirait un idéal plus substantiel d'égalité, un idéal qui reconnaisse à toutes les vies une capacité égale à être regrettées, et qui incite à s'indigner de ce que ces vies qui n'auraient pas dû l'être aient été perdues, de ce que les morts auraient mérité de vivre plus longtemps et de ce que leurs vies soient également reconnues. Comment pouvons-nous même imaginer une égalité future des vivants sans reconnaître, comme le Bureau des Nations unies pour la Coordination des Affaires humanitaires l'a documenté, que les forces et les colons israéliens ont tué près de 3800 civils palestiniens depuis 2008 en Cisjordanie et à Gaza, avant même que les actions en cours ne commencent. Où sont les larmes du monde pour eux ? Des centaines d'enfants palestiniens sont déjà morts depuis qu'Israël a commencé ses actions militaires de « revanche » contre le Hamas, et beaucoup d'autres vont mourir dans les jours et les semaines à venir.

Nous n'avons pas besoin de mettre en péril nos positions morales pour prendre un peu de temps afin d'étudier l'histoire de la violence coloniale et d'examiner le langage, les narratifs et les cadres opérant actuellement pour rapporter et expliquer — et interpréter par avance — ce qui arrive dans la région. Cette sorte de connaissance est cruciale, mais pas dans le but de rationaliser la violence existante ou d'autoriser davantage de violence. Son but est de fournir une compréhension de la situation plus juste que ce qu'un cadrage du seul présent, sans contestation, peut fournir. De fait, il peut y avoir d'autres positions d'opposition morale à ajouter à celles que nous avons déjà acceptées, y compris une opposition à la violence militaire et policière qui sature les vies palestiniennes de la région, arrachant leurs droits à pleurer, à connaître et à exprimer leur indignation et leur solidarité et à trouver leur propre voie vers un futur de liberté.

Personnellement, je défends une politique de non-violence, tout en sachant que cela ne peut opérer comme un principe absolu applicable à toutes les occasions. Je maintiens que les luttes de libération qui pratiquent la non-violence aident à créer le monde non violent dans lequel nous voulons vivre. Je déplore sans équivoque la violence en même temps que, comme tant d'autres, je veux faire partie de ceux et celles qui imaginent et luttent pour une vraie égalité et une vraie justice dans la région, de la sorte qui forcerait des groupes comme le Hamas à disparaître, qui mettrait fin à l'occupation et ferait fleurir de nouvelles formes de liberté et de justice politique. Sans égalité ni justice, sans une fin à la violence d'Etat exercée par un Etat, Israël, qui s'est lui-même fondé dans la violence, aucun avenir ne peut être imaginé, aucun avenir de paix authentique — c'est-à-dire pas la « paix » comme un euphémisme pour la normalisation, ce qui signifie conserver des structures d'inégalité, d'absence de droits et de racisme en place. Mais un tel avenir ne peut advenir sans que nous restions libres de nommer, de décrire et de nous opposer à toute violence, y compris la violence d'Etat israélienne sous toutes ses formes, et de le faire sans peur de la censure, de la criminalisation et d'une accusation malveillante d'antisémitisme. Le monde que je veux est un monde qui s'opposerait à la normalisation du régime colonial et soutiendrait l'autodétermination et la liberté palestiniennes, un monde qui, en fait, réaliserait les désirs les plus profonds de tous les habitants de ces pays pour vivre ensemble dans la liberté, la non-violence, l'égalité et la justice. Cet espoir semble sans doute naïf, même impossible, à beaucoup. Néanmoins, quelques-uns d'entre nous s'y accrochent plutôt sauvagement, refusant de croire que les structures qui existent maintenant existeront toujours. Pour cela, nous avons besoin de nos poètes et de nos rêveurs, des idiots indomptés, de la sorte qui sait comment organiser.

<https://aurdip.org/le-compas-du-deuil/>

Les Oliviers poussent encore à Gaza

Événements douloureux,
crimes répétés,
malheurs prolongés
qui émaillent la vie
dans cette prison à ciel ouvert,
dans cette enclave oubliée,
dans cette cage laissée à son sort.

Gaza aux bras chaleureux,
aux doigts généreux,
Gaza la ville millénaire
oublie les ultimes larmes de son cœur,
les tréfonds de sa douleur,
pense à la vie pas à la mort.

Gaza la vie résiste toujours,
elle oublie la peur,
la violence, les années noires et la guerre,
dépasse ses blessures,
l'injustice poursuivie, les massacres perpétrés,
le silence complice, et juste le regard,
devant l'impunité de l'agresseur,
Gaza, la fierté des solidaires
qui portent avec elle le fardeau de l'espoir.

Elle existe par la flamme de l'espoir,
sa patience extraordinaire,
et son courage exemplaire.
Sa résistance abat tous les murs,
attend des jours meilleurs.
Sans cesse elle espère
avec ses oliviers qui poussent encore.

Ces oliviers à l'odeur de soleil et de lune
pointent à l'horizon parfumé,
croissent partout à Gaza,
près des rivières,
près de la mer,
sous les plaines,
au sommet de la colline,
dans les profondeurs mêlées de son âge
aux reflets d'or et d'ombre.

Nos oliviers caressent sables et pierres,
ils touchent âmes et cœurs,
sont une mélodie pour le chant légendaire
d'un oiseau migrateur.
Ils donnent toujours fruits, huile et victoire
malgré l'atrocité d'un occupant agresseur

vivant dans les ténèbres,
qui arrache ces oliviers tous les jours,
même en pleine nuit sombre.

Oui, nos oliviers sont nos espérances,
notre amour irréductible.
Ils symbolisent paix, justice, et avenir.
Sont plantés avec la sueur
se nos longues années de combat,
soignés par notre histoire glorieuse,
arrosés avec nos sangs,
et récoltés en nos âmes.

Nos oliviers passionnés de justice
sont nos jours heureux
où se dessinent tous les rêves,
où se réalisent toutes les espérances,
où s'écrivent toutes les promesses.
Nos racines sont aussi profondes que nos oliviers.

Entre l'humanisme de l'opprimé
et la brutalité de l'opresseur,
les oliviers de la terre fertile de Palestine
résistent dignement.
Ils nous aident à dépasser le désespoir
dans cette ville abandonnée,
chargée d'histoire,
de vie, et de beaux souvenirs.

Avec nos oliviers qui poussent toujours à Gaza,
plantés et récoltés
génération après génération,
nous attendons quelque chose de vrai,
d'authentiques jours meilleurs
pour notre avenir,
quelque chose de plus beau !

Gaza ouvre son cœur
avec une lutte, par un sourire,
une dignité, un grand amour,
beaucoup d'espoir.
Elle persévère en des paroles pures.
Gaza, tu poursuivras ton bonheur
avec tes oliviers qui poussent encore !

(Poème de Ziad Medoukh, octobre 2021)

<https://josearregi.com/fr/la-mort-et-la-resurrection-de-gaza/>

Tandis que le monde s'enfonce vers l'hiver

Jean Lavoué

Tandis que le monde s'enfonce vers l'hiver
J'ai glané toutes les raisons de croire
Qu'il existe malgré tout un printemps

C'est dans les forêts du silence
Que j'ai vu poindre à nouveau
Les premiers crocus

J'ai éprouvé soudain
Dans l'éclat d'un deuil
L'assurance qu'il existe en soi
Une aube qui espère

Tous les drames se sont noués
En une seule gerbe de tendresse
Et de compassion
Dont le cœur de chaque victime
Était un soleil.

<https://www.facebook.com/jean.lavoue.9>

